

que l'humanité a fait un recul de deux millénaires vers la barbarie. La guerre peut être évitée. La guerre doit être évitée. La guerre sera-t-elle évitée ou ne le sera-t-elle pas? De l'une ou de l'autre solution dépend le salut ou la ruine du monde.

La contribution du Canada à la guerre actuelle, puisque la paix n'est pas encore proclamée, a coûté et coûte encore des milliards par année. Le prêt d'un milliard deux cent cinquante millions que le Gouvernement vient de consentir à l'Angleterre est la continuation de notre contribution à la guerre. Prêt sans intérêts jusqu'en 1951, cadeau de plus de 400 millions au Royaume-Uni, représentant le coût de l'entraînement des aviateurs anglais au pays, libéralités de toute nature, exportations de nos produits agricoles et de nos denrées alimentaires jusqu'à l'extrême limite. Et ce n'est là qu'un pâle reflet du bilan de toutes nos largesses. Le Canada est-il riche à ce point qu'il peut se permettre tant d'extravagances? Les nôtres sont écrasés sous le fardeau des impôts. Après dix ans de chômage et de misère, ils se voient dépouillés des quelques deniers qu'une prospérité factice leur a procurés durant les hostilités. Mieux vaudrait utiliser les revenus du pays à l'exécution d'un vaste programme de travaux publics. Il faut procurer de l'emploi aux milliers de chômeurs. Collaborant avec le gouvernement des provinces, le Gouvernement fédéral peut exécuter des travaux de drainage, construire des édifices publics, contribuer à la construction des ponts et des routes nécessaires à l'expansion du commerce et de l'industrie. Je sais que plusieurs députés au Parlement ont exprimé leur désappointement de constater que le programme sessionnel ne contenait pas la moindre allusion aux travaux publics. Le ministre des Finances (M. Ilsley) aurait même demandé de faire le moins de dépenses possibles au cours du prochain exercice financier. Comment se fait-il que nous trouvons des milliards à prêter à l'étranger et que le Gouvernement se refuse à entreprendre un vaste programme de travaux publics? Est-ce là de la saine économie politique? Ne vaut-il pas mieux mettre de l'ordre dans la maison que de dépenser ailleurs nos revenus? Je crois que nous devons diriger tous nos efforts vers la restauration de l'économie nationale d'abord.

Est-il concevable que, dans un pays comme le nôtre, la population souffre d'une pénurie de beurre? Est-il raisonnable qu'au Canada le Gouvernement se dispose à rationner le blé? Il n'y a pas longtemps, je protestais dans cette enceinte contre la réduction des emblavures, au moment même où le Gouvernement versait une prime au producteur de blé qui réduisait sa production. Je n'avais

pas tellement tort. Ce n'est plus la production que le Gouvernement réduit, c'est la consommation. N'est-ce pas là de l'économie mal dirigée? Il importe de stimuler l'initiative et la production dans tous les domaines de la vie économique. La conversion des industries de guerre en industries de paix s'impose depuis des mois.

Il est un autre aspect de notre législation que je désire discuter en passant. Le Parlement étudie des lois pour accorder la citoyenneté canadienne et doter le pays d'un drapeau national, au moment où nos vétérans cherchent un gîte dans un pays si riche en ressources naturelles. Quant au drapeau national, si jamais il existe, ils le verront pour la première fois. En effet, ce n'est pas ce drapeau qui fut témoin de leur héroïsme. Nos soldats ne se sont pas battus sous les couleurs canadiennes, puisque nous sommes encore un peuple sans drapeau distinctif. Aussi longtemps que toute une légion de coloniaux satisfaits ne verront dans le Canada qu'une colonie à la remorque de l'Empire, je crains fort que le colonialisme ne l'emporte sur un véritable esprit canadien. Souhaitons ardemment le contraire, dans l'intérêt des Canadiens et des coloniaux eux-mêmes. Nos vétérans se flattent d'être Canadiens. La plupart d'entre eux souhaitent un emblème national qui affirme le caractère distinctif de leur pays. Mais, dans ce pays, ils ont droit à la nourriture, et au travail qui leur procurera une aisance digne des sacrifices qu'ils ont consentis. Ce n'est pas en éternisant toutes sortes de restrictions et de contrôles que le Gouvernement atteindra ce but. Je souhaite ardemment que la brûlante question du logement soit définitivement résolue.

Il est un autre sujet que je désire aborder. Le Canada s'est battu afin de rendre victorieux le christianisme, la liberté, la justice et le droit. C'était bien là, du moins, les prétentions de nos gouvernants. Si tel est le cas, que l'on cesse immédiatement de pourchasser les délinquants et les déserteurs. Que le Gouvernement rende à la liberté les milliers de délinquants et de déserteurs actuellement détenus dans les camps et les prisons. La meilleure justice n'est pas la justice punitive. Il est stérile de n'avoir en vue que le châtiement. Il est vil et mesquin de ne rechercher et de n'appliquer que la justice punitive. Nos législateurs ont des tâches beaucoup plus élevées qui les attendent. Ces randonnées de la police militaire et de la gendarmerie rapetissent un pays que la victoire de nos armes a grandi. Cessons les poursuites et n'ayons en vue que le bien commun et la reconstruction du pays, si profondément atteint dans ses forces vives. Que chacun